BPS (SUISSE)

Pour une Finance toujours plus durable

Opinions, analyses et perspectives de votre Banque de confiance

2e Newsletter
Février 2022

Résumé

BPS (SUISSE)
Durabilité des investissements/03

COP26 Glasgow/04

Égalité des sexes/06

Greenwashing
De quoi s'agit-il et comment atténuer les risques/08

Urban Mining
une étape clé de l'économie circulaire/10

Pilules de durabilité/12

IMPRESSUM

Rédaction:
BPS (SUISSE)
Marketing Service
Piazza Indipendenza 2
6830 Chiasso

marketing@bps-suisse.ch

Disclaimer
La présente publication n'a qu'un but informatif, ne constitue pas une offre et ne remplace en aucun cas l'avis qualifié requis avant toute décision d'achat, notamment en ce qui concerne les risques qui y sont associés. Il est donc du devoir de l'investisseur individuel de consulter son conseiller financier. Les produits financiers décrits ici ne sont pas destinés aux personnes soumises à une juridiction qui limite ou interdit leur distribution à partir de la Suisse.

Éditorial

L'évolution de BPS (SUISSE) dans le domaine de la **«durabilité des investissements»**

L'univers de l'investissement durable est en pleine évolution.
On constate à la fois une augmentation rapide de la demande de la part des investisseurs institutionnels et privés et un renforcement de l'offre de la part des institutions financières et des gestionnaires d'actifs. Cela nécessite cependant une adaptation constante de la réglementation afin d'apporter une définition plus précise à un certain nombre d'éléments importants qui sous-tendent la notion d'ESG ou la manière de mesurer l'impact des investissements.
Souvent centré sur la variable environnementale des normes ESG, le débat sur la durabilité a pris de l'ampleur au cours des 12 derniers mois, dans le contexte de la conférence COP26 de Glasgow et de ses conséquences médiatiques et politiques, dont nous parlerons largement dans cette newsletter.
La sensibilisation des investisseurs à cette question a réellement porté ses fruits, puisqu'ils sont désormais friands d'investissements dits durables. D'après la dernière étude de marché de Swiss Sustainable Finance (SSF), le taux de croissance des actifs liés aux investissements durables en Suisse a dépassé les 30% en 2020, les plus fortes évolutions étant observées au sein de la catégorie des investisseurs privés, avec un bond de plus de 70%.
Le régulateur est préoccupé par la possibilité que tous les instruments dits «durables» ne le soient pas réellement. Il convient de mentionner que la FINMA a récemment publié un communiqué portant sur la prévention et la lutte contre l'écoblanchiment (greenwashing), c'est-à-dire les pratiques trompeuses en matière de durabilité. Aux États-Unis, la SEC a mis en cause les pratiques d'un grand gestionnaire d'actifs en pointant une éventuelle surévaluation de la durabilité des produits assortie à de la communication de fausses informations. Ce sujet très porteur est abordé plus en détail dans la newsletter.
En tant qu'investisseur et gestionnaire engagé sur le sujet de la durabilité, BPS (SUISSE) souhaite minimiser les risques d'écoblanchiment en fondant ses analyses sur les données fournies par des sociétés de recherche de renommée mondiale et en cultivant soigneusement ses relations avec les gestionnaires tiers de nos produits multi-manager.
En 2021, nous nous sommes concentrés sur la nécessité de renforcer davantage notre processus d'investissement, dans une logique de gestion de plus en plus orientée ESG. Nous avons investi dans la formation de nos gestionnaires et conseillers à la clientèle, nous avons affiné les étapes à suivre en vue de la conversion en 2022 de certains de nos produits existants afin de répondre à la demande de nos clients en matière d'intégration de facteurs de durabilité, et enfin nous avons lancé des produits thématiques dédiés sous la forme de certificats.
Dans le domaine des titres à revenu fixe, un certificat investissant dans les obligations vertes a été lancé l'année dernière afin de répondre à la demande de nos clients, désireux de disposer d'instruments ayant un impact sur le financement de projets de transition environnementale. De plus, nous avons conçu un certificat d'actions sur le thème de la revalorisation des déchets urbains (Urban Mining), un sujet de niche encore peu connu et auquel nous croyons fermement. Cela relève d'une stratégie d'impact, ce qui explique pourquoi nous lui accordons un long chapitre dans notre newsletter.
Enfin, dans le cadre du volet social de l'ESG, nous souhaitons mettre en évidence un des moyens d'investir dans l'égalité des sexes. C'est pour nous une initiative particulièrement importante, à laquelle nous allouons une partie du portefeuille de nos mandats multi-manager.
Nous avons beaucoup d'idées et de projets en cours et nous sommes animés par la volonté de progresser constamment dans le domaine des normes ESG.
Thinking sustainable n'est pas un simple slogan: c'est une approche de la gestion de fortune que nous appliquons tous les jours, 365 jours par an.

Roberto Mastromarchi, CFA, CESGA
Membre de la Direction Générale,
Responsable de la Division Front-Office
BPS (SUISSE)

COP26 GLASGOW

Malgré l'importante médiatisation de l'événement et les intervenants de marque, les accords finaux sont ambitieux mais pas aussi révolutionnaires que ne l'espérait la communauté scientifique, principalement en raison de l'absence de délais précis imposés pour la mise en œuvre et le suivi des objectifs.

La COP26 est la 26e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui existe depuis près de trente ans. Cette année, l'événement était présidé par le Royaume-Uni en partenariat avec l'Italie. Il a réuni début novembre plus de 190 dirigeants du monde entier, accompagnés par des dizaines de milliers de négociateurs, de représentants des gouvernements, d'entreprises et de citoyens pendant douze jours de négociations.

La COP21, qui s'est tenue à Paris en 2015, est une référence importante: tous les pays avaient alors accepté de travailler ensemble pour limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 2 degrés, avec un objectif fixé à 1,5 degré (par rapport aux niveaux préindustriels). C'est ainsi qu'est né l'accord de Paris, au titre duquel chaque pays signataire s'engageait à élaborer un plan national détaillant la réduction de ses propres émissions de CO^2. Les pays ont alors convenu qu'ils présenteraient tous les cinq ans un plan actualisé. Cela nous amène à la situation actuelle.

Ces dernières années, les preuves empiriques (aux conséquences douloureuses dans certains cas) et théoriques des effets du changement climatique se sont accumulées. D'après les experts, nous avons de moins en moins de temps devant nous pour changer les choses.

Aujourd'hui, nous sommes en mesure d'évaluer le contenu de l'accord de la COP26 qui, bien qu'il ne soit pas juridiquement contraignant, détermine la feuille de route à l'échelle mondiale en matière de changement climatique pour la prochaine décennie.

1. Émissions

Les pays signataires ont convenu de se réunir à nouveau l'année prochaine pour s'engager à réduire davantage leurs émissions de dioxyde de carbone (CO^2). Les négociations à venir seront axées sur l'accélération des actions à entreprendre et des contre-mesures à mettre en œuvre, dans la mesure où il est généralement admis que la limitation du réchauffement à 1,5°C nécessiterait une réduction des émissions de CO^2 de 45% d'ici 2030.

2. Échanges de crédits de carbone

Il a été décidé de permettre aux pays de respecter leurs engagements en faveur du climat en leur donnant la possibilité d'acheter des crédits carbone disponibles grâce à la réduction par d'autres pays de leurs émissions.

3. Charbon

Pour la première fois lors d'une conférence COP, il existe un plan explicite pour réduire l'utilisation du charbon, responsable de 40% des émissions de CO^2. Les pays signataires se sont toutefois mis d'accord pour s'engager de façon plus prudente sur une «réduction progressive» plutôt qu'une «élimination progressive» de l'exploitation du charbon, en réaction à une intervention tardive de la Chine et de l'Inde.

4. Pays en voie de développement

L'accord prévoit d'augmenter considérablement les fonds destinés à aider les pays pauvres à faire face aux effets du changement climatique et à assurer leur transition vers des énergies propres. De plus, un fonds de mille milliards de dollars par an devrait voir le jour en 2025. Pour certains observateurs, il s'agit d'un «début de percée», mais certains pays émergents estiment que les progrès restent insuffisants.

5. Subventions aux combustibles fossiles

Les dirigeants des pays signataires ont décidé de supprimer progressivement les subventions qui font baisser artificiellement le prix du charbon, du pétrole ou du gaz naturel. Toutefois, aucune date précise n'a été fixée à cet effet.

6. Accord entre les États-Unis et la Chine

Les plus grands émetteurs de CO^2 au monde – les États-Unis et la Chine – se sont engagés à coopérer davantage au cours de la prochaine décennie dans des domaines tels que les émissions de méthane et la transition vers des énergies propres. La Chine s'était auparavant montrée réticente à s'attaquer aux émissions liées au charbon sur le territoire national. Ce changement a donc été perçu comme une reconnaissance de l'urgence d'engager des actions appropriées.

7. Arbres

Les dirigeants de plus de 100 pays, recouvrant environ 85% des forêts du monde entier, ont promis de mettre fin à la déforestation d'ici à 2030. Des initiatives similaires n'ont pas permis d'atteindre le but recherché par le passé, mais dans le cas présent, le soutien financier est plus ciblé. Toutefois, le niveau de vérification et de suivi associés à cet engagement demeure inconnu.

8. Méthane

Un programme visant à réduire les émissions de méthane de 30% d'ici à 2030 a été adopté par plus de 100 pays. Ce gaz est actuellement responsable d'un tiers du réchauffement climatique dû à l'homme. Les grands émetteurs que sont la Chine, la Russie et l'Inde ont refusé d'adhérer à ce programme, mais il faut espérer que ces pays changeront d'avis plus tard.

9. Financements

De grandes organisations financières ont accepté d'apporter leur soutien aux technologies dites «propres». Cette initiative vise à impliquer les entreprises privées dans la réalisation des objectifs de «neutralité carbone». Certaines organisations de défense de l'environnement ont toutefois fait valoir que sans engagement plus ferme de mettre un terme au soutien apporté aux combustibles fossiles, il ne s'agirait guère plus que d'un exercice de relations publiques.

«En conclusion, on peut affirmer que l'attention apportée à la **problématique du climat** a assurément augmenté»

En conclusion, on peut affirmer que l'attention apportée à la problématique du climat a assurément augmenté. Force est toutefois de constater que le sujet ne fait pas encore l'objet d'une conviction totale et que toutes les mesures potentielles sont en partie «sabotées» par l'absence de détails précis sur la manière de respecter et de contrôler les engagements pris. À titre personnel, j'aurais tendance à considérer qu'un pas en avant a été effectué à l'occasion de cette COP26, mais qu'aucune avancée décisive n'a été réalisée dans la lutte contre le changement climatique.

Enrico Zadra, CIIA, CAIA, CESGA
Responsable Asset Management
BPS (SUISSE)

ÉGALITÉ DE SEXES

L'égalité des sexes (gender equality) fait partie des 17 objectifs de développement durable (ODD) adoptés par les Nations Unies en septembre 2015 dans le cadre d'une résolution de l'Assemblée générale.

L'objectif de l'ONU est de mettre fin à toutes les formes de pauvreté, de combattre les inégalités et de lutter contre le changement climatique en atteignant ces ODD d'ici à 2030. Ces 17 objectifs répondent donc à une volonté d'assurer un avenir meilleur à notre planète. L'égalité des sexes consiste à faire en sorte que l'accès aux droits et aux opportunités ne soit pas influencé par le sexe de la personne concernée. Cette question, qui occupe dans les débats de société actuels une place de plus en plus importante, s'articule notamment autour des points suivants: la rémunération, les opportunités de carrière et la représentation des femmes dans la composition des parlements. Sur ce dernier point, le parlement suisse compte 42% de femmes, ce qui le rapproche des meilleurs pays d'Europe sur ce plan, comme l'Espagne, la Norvège, la Finlande, la Suède et l'Islande, qui comptent entre 43% et 48% de femmes, alors que la moyenne européenne se situe autour de 30%.
Malgré des progrès notables obtenus sur le plan législatif et sous la pression de la société civile, l'égalité effective entre les sexes est encore loin d'être une réalité. D'après le rapport «Global Gender Gap 2020» émis par le Forum Économique Mondial (FEM), en extrapolant sur la base du rythme actuel des progrès réalisés, l'inégalité entre les sexes pourrait disparaître dans 54 ans en Europe occidentale et dans 59 ans en Amérique latine, tandis que cela pourrait prendre 151 ans en Amérique du Nord et 140 ans au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il convient de préciser que la perspective maussade en Amérique du Nord et la tendance positive en Amérique latine, qui semblent ne pas correspondre à la réalité du terrain dans les régions concernées, correspondent aux progrès ou à l'absence de progrès constatés ces dernières années. D'après les données du FEM, plus la carrière professionnelle est avancée, plus les écarts entre les sexes sur le marché du travail tendent à se creuser. À l'échelle mondiale, 36% des cadres supérieurs du secteur privé et des fonctionnaires du secteur public sont des femmes. Dans les conseils d'administration ou les directions générales des entreprises, la représentation féminine est encore plus limitée (18,2%). En moyenne, 22,3% des membres des conseils d'administration des pays de l'OCDE sont des femmes. Ce chiffre est encore plus faible dans les économies émergentes (avec notamment 9,7% en Chine et 13,8% en Inde).
Au cours des deux ou trois dernières années, la question de l'égalité des sexes a également gagné en importance dans les sphères de la finance et des investissements grâce à l'attention croissante portée par les institutions financières et les clients aux thématiques ESG. Il est intéressant de noter que, d'après des recherches récentes, le fait de disposer d'une main-d'œuvre où hommes et femmes sont équitablement représentés a un impact favorable sur la rentabilité d'une entreprise, sur la réduction de ses risques et, au bout du compte, sur le cours de bourse de son action. Il ne s'agit donc pas seulement d'une question de principe relevant de la volonté d'aboutir à une société plus juste: pour les entreprises, l'enjeu est aussi d'améliorer leurs performances sur de nombreux plans, ce qui doit aboutir à l'échelle mondiale à la création de valeur ajoutée et de richesse.
Des études d'une importance majeure réalisées par les cabinets de conseil Catalyst et McKinsey ont permis d'établir des corrélations entre la proportion de femmes parmi les cadres supérieurs et les performances financières des grandes entreprises mondiales.

En 2015, une étude («The Power of Parity: How Advancing Women's Equality can Add $12 Trillion to Global Growth») réalisée par McKinsey suggérait déjà que la réalisation de la parité hommes-femmes dans la main-d'œuvre mondiale serait susceptible d'étoffer le produit intérieur brut mondial à hauteur de 12 à 28 000 milliards de dollars sur 10 ans.
L'argument qui sous-tend les résultats de cette étude peuvent se résumer de la façon suivante: si les femmes en âge de travailler, qui représentent aujourd'hui environ 50% de la population mondiale, devaient ne pas réaliser leur plein potentiel économique, l'économie mondiale elle-même en souffrirait.
Il est intéressant de noter que des produits financiers ont été développés à cet effet ces dernières années. Ils intègrent dans le processus de sélection des titres des paramètres d'égalité des sexes en entreprise (notamment le pourcentage de femmes au sein du conseil d'administration, de la main-d'œuvre et de la direction). Parmi ceux-ci, il convient de mentionner le fonds RobecoSAM Global Gender Equality lancé en 2015, soit bien avant que les thématiques ESG n'occupent le devant de la scène.
Il s'agit sans aucun doute d'un fonds pionnier dans ce domaine, dans la mesure où il s'est toujours distingué par sa philosophie et sa stratégie de diversification de la main-d'œuvre à tous les niveaux de l'entreprise, en vertu du principe selon lequel l'égalité des chances génère automatiquement de meilleures performances et permet par conséquent d'améliorer les résultats financiers de l'entreprise.

«Au cours des deux ou trois dernières années, la question de **l'égalité des sexes** a également gagné en importance dans les sphères de la finance et des investissements»

Marco Folini, CFA
Asset Management, Gestionnaire
BPS (SUISSE)

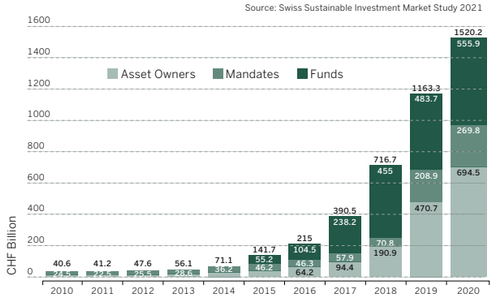
GREENWASHING

DE QUOI S'AGIT-IL ET COMMENT ATTÉNUER LES RISQUES

Plus les investissements durables s'imposent, plus les risques de mauvaises surprises augmentent pour les investisseurs. Toute décision dans ce domaine doit reposer sur la qualité de l'information disponible et sur le principe de transparence.

Les investisseurs les plus attentifs auront remarqué qu'en réponse à une augmentation de la demande de produits d'investissement durable, l'offre s'est considérablement renforcée ces dernières années. Des notions comme la durabilité ou les thématiques ESG (valeurs Environnementales, Sociales et de Gouvernance) sont aujourd'hui omniprésentes dans le monde de la finance.

Source: Swiss Sustainable Investment Market Study 2021



Une étude sur le marché suisse des investissements durables, réalisée conjointement par Swiss Sustainable Finance (SSF) et le Center for Sustainable Finance and Private Wealth de l'Université de Zurich, nous aide à mieux comprendre le caractère disruptif de cette tendance: en 2020, les investissements durables ont progressé de 31% par rapport à l'année précédente, dépassant largement en valeur les 1500 milliards de francs suisses.
Les fonds de placement, qui constituent le principal vecteur d'investissement durable, ont progressé de 48% en 2020. Cette augmentation record leur a permis de dépasser en volume, pour la première fois en Suisse, le total des actifs investis dans des stratégies n'intégrant **pas** de critères de durabilité dans leur processus d'investissement (52% contre 48%).
Les investisseurs institutionnels dominent toujours ce marché en termes d'actifs détenus (1098 milliards de francs suisses), mais en l'espace d'un an, les investissements durables réalisés par des investisseurs privés ont augmenté de 72%, passant de 245,8 à 422,2 milliards de francs à fin 2020.
Ces chiffres montrent sans équivoque que les investissements durables ne constituent plus un marché de niche à croissance lente, mais une réalité forte avec laquelle il faut compter.

L'écoblanchiment: de quoi s'agit-il?
Le terme d'écoblanchiment (greenwashing en anglais) a été utilisé pour la première fois en 1986 par l'écologiste Jay Westerveld dans le cadre d'un article sur un voyage aux îles Fidji, où il racontait comment le complexe hôtelier dans lequel il avait séjourné des années auparavant encourageait ses clients à réutiliser leurs serviettes pour contribuer à la protection de l'environnement, alors que le but réel était de réduire les coûts de l'hôtel et d'améliorer ses marges de bénéfices.
Dans le domaine de la finance, l'écoblanchiment consiste à présenter un produit financier en l'accompagnant d'allégations trompeuses ou non certifiées portant sur sa durabilité supposée. Par analogie, le terme socialwashing désigne le risque qu'un émetteur surestime l'impact social des projets financés par ces émissions. Par leur nature même, les projets à finalité sociale reposent davantage sur des critères qualitatifs que quantitatifs, ce qui les rend plus difficiles à évaluer en appliquant des paramètres standardisés.
Les cas décrits ci-dessus se caractérisent par l'**intention manifeste** du promoteur de l'investissement, qui a tendance à exagérer ses affirmations afin de profiter d'un marché qui, comme nous l'avons vu, est en pleine expansion. Ces comportements, qui demeurent heureusement assez rares, doivent être condamnés sans délai car ils sapent gravement la confiance des investisseurs et la crédibilité du secteur.

«L'écoblanchiment consiste à présenter un produit financier en l'accompagnant d'allégations trompeuses ou non certifiées portant sur sa durabilité supposée»

Il existe également une **deuxième forme** d'écoblanchiment, cette fois de nature **non intentionnelle**, liée à l'absence actuelle de législation dans le domaine de la durabilité des investissements et au fossé susceptible d'exister entre investisseur et producteur.
Bien que la Suisse et l'Union Européenne aient des projets audacieux en matière de durabilité et aspirent à s'imposer en leaders mondiaux, ce secteur reste actuellement sous-réglementé. C'est pourquoi les régulateurs affichent la volonté de rattraper au plus vite leur retard pour doter le marché de normes efficaces.
En effet, en l'absence de définition commune pour désigner ce qui constitue un investissement vert, un investissement social, etc., et d'outils de mesure adaptés, des malentendus peuvent survenir entre investisseur et producteur, dans la mesure où la définition de ce qui est durable ou non est alors susceptible de varier considérablement d'un investisseur à l'autre.

Comment éviter de tomber dans l'écoblanchiment?
Tout investisseur a la possibilité de prendre un certain nombre de mesures pour éviter de se retrouver dans des situations désagréables: confier ses fonds à des professionnels jouissant d'une bonne réputation; vérifier si la société concernée possède une politique de durabilité et si celle-ci est alignée sur les valeurs de l'investisseur; s'informer sur le processus d'investissement; aller au-delà du nom du produit pour comprendre quels sont ses objectifs et son mode de fonctionnement; et enfin, déterminer quelle source de données est utilisée, en particulier s'il s'agit d'une source interne ou provenant de sociétés spécialisées largement reconnues sur le marché.
Ce ne sont là que quelques mesures utiles à prendre. Il est vrai que la collecte d'informations demande du temps et de l'énergie, mais il s'agit en réalité du meilleur investissement possible lorsqu'il s'agit d'éviter les situations indésirables.

Fabio De Pasquale
Responsable Développement SICAV
Investment Advisory BPS (SUISSE)

Swiss Sustainable Investment Market Study – 2021 (sustainablefinance.ch)

URBAN MINING
UNE ÉTAPE CLÉ DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Toute ville densément peuplée regorge de matières premières pouvant être extraites de ses déchets. Et c'est là que réside le concept de l'Urban Mining: l'exploitation minière dans les zones urbaines. Dans ce cadre, les êtres humains ne sont plus seulement considérés comme des consommateurs, mais aussi comme des producteurs de précieuses ressources.

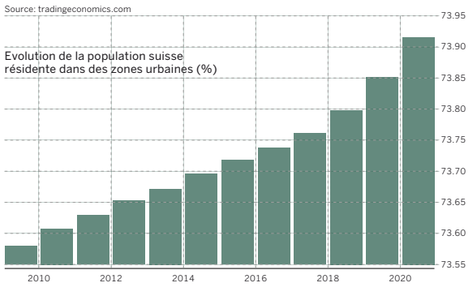
Des villes toujours plus grandes

Récemment, l'urbanisation s'est accentuée principalement dans les métropoles. Ces dernières années, nous avons assisté à la formation de véritables «géants urbains» comptant plus de 10 millions d'habitants. En 1950, seule New York comptait une population supérieure à ce chiffre, tandis qu'aujourd'hui, on dénombre au moins 26 villes qui dépassent ce seuil, certaines s'étant transformées en de vastes zones urbanisées, les mégalopoles.

La cohabitation de nombreuses personnes sur un espace réduit produit également beaucoup de déchets. Le traitement des déchets coûte cher et constitue une source de pollution environnementale, car leur combustion libère du dioxyde de carbone, un gaz à effet de serre.

Dans le monde entier, les matières premières telles que le pétrole, le charbon ou encore le fer se raréfient et leur extraction devient de plus en plus coûteuse, ce qui fait augmenter leur prix. Par conséquent, en raison de l'augmentation de la demande en matières premières, il est nécessaire d'intensifier les efforts en matière de recyclage.

Comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous, l'urbanisation est un phénomène qui touche également la Suisse.



Les déchets, une source de valeur

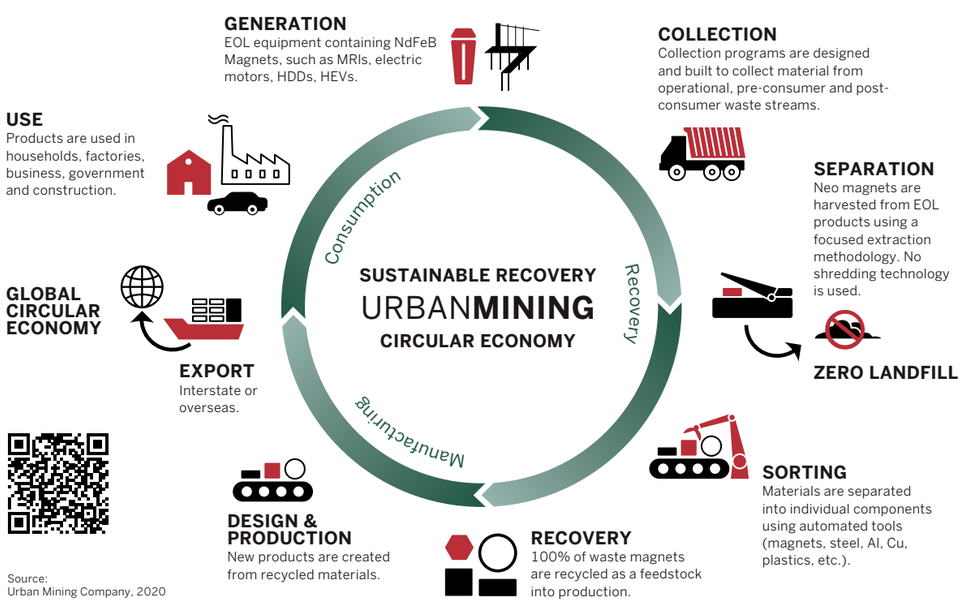
Pendant de nombreuses années, les déchets étaient simplement mis en décharge. Mais il en va autrement aujourd'hui, maintenant que l'industrie a compris le potentiel de l'économie circulaire.

Quand on sait que les déchets des appareils électriques et électroniques présentent une concentration de métaux et minéraux précieux jusqu'à 50 fois supérieure à celle des minéraux extraits dans les mines, le potentiel de ce commerce devient très intéressant. Il suffit par exemple de démonter environ une tonne de téléphones mobiles pour extraire 300 g d'or. Il est possible de récupérer quasiment 100% des métaux usagés dans ces téléphones (dont, notamment, le cuivre et l'étain).

Il en va de même notamment pour le fer extrait des vieilles pièces automobiles. Les matériaux récupérés peuvent ensuite être rassemblés pour fabriquer de nouveaux produits. Ce principe fonctionne aussi avec le plastique, le verre et le papier.

Un autre avantage de l'exploitation minière urbaine est qu'elle permet de rendre à nouveau disponibles des métaux terrestres très rares comme l'europium et le terbium. Actuellement, une quantité considérable de ces matières précieuses est extraite exclusivement en Chine et exportée uniquement en petites quantités. Voilà pourquoi environ 30 à 40% de la demande pour ce type de métaux rares est d'ores et déjà satisfaite grâce à l'exploitation minière urbaine.

«Les déchets des appareils électriques et électroniques présentent une concentration de métaux et minéraux précieux jusqu'à **50 fois supérieure** à celle des minéraux extraits dans les mines»



Source:
Urban Mining Company, 2020

Comme il est devenu toujours plus intéressant, d'un point de vue économique, de récupérer les matières premières, un nombre croissant de fabricants adaptent leur modèle d'entreprise. Au lieu de vendre des produits qui finissent sur une montagne de déchets à la fin de leur cycle de vie, ils mettent désormais sur le marché des appareils qui peuvent être efficacement démontés et de nouveau proposés. Ainsi, l'économie dite circulaire remplace peu à peu l'économie du jetable.

À cela s'ajoute le fait que les processus de recyclage sont devenus nettement plus efficaces en termes de coûts ces dernières années. Tout comme il est devenu plus avantageux de générer de l'électricité grâce à l'énergie solaire plutôt qu'avec des énergies fossiles, l'exploitation minière urbaine du métal est désormais plus économique que l'extraction classique. En effet, le recyclage demande beaucoup moins d'énergie par kilo de métal produit par rapport à la production dite «primaire».

Grâce à l'efficience croissante des coûts (et aux profits des entreprises), les investisseurs sautent à bord du train de l'Urban Mining. À l'instar des énergies renouvelables, aussi cette activité s'impose avec toujours plus de succès sur les marchés boursiers.

Avec ce type d'exploitation minière, on peut extraire des matières premières à partir de déchets et de fabriquer de nouveaux produits. Nous sommes par conséquent moins tributaires de matières premières «neuves» et coûteuses, provenant de la planète. Grâce au recyclage, il est ainsi possible d'économiser plusieurs milliards d'euros chaque année.

Enfin, et surtout, l'Urban Mining permet de réduire la demande de métaux précieux, les soi-disant minéraux «de guerre», qui sont à l'origine des conflits pour le contrôle des mines.

Un commerce en expansion

Selon les analystes, au cours des 15 prochaines années, il devrait y avoir pas moins de trois milliards de nouveaux consommateurs de la classe moyenne disposant du pouvoir d'achat nécessaire pour acheter des appareils électriques et électroniques dans le monde entier. Toutefois, à elle seule, l'extraction minière classique ne peut pas couvrir le besoin en matières premières pour tous ces nouveaux appa-

Eric Elvio Mantovani, CIIA, CESGA
Responsable Investment Advisory & Product Management
BPS (SUISSE)

PILULES DE **DURABILITÉ**

Pourquoi la Suisse soutient-elle une production de sucre peu rentable? (source: SwissInfo)
Entre octobre et décembre, plus d'un million et demi de tonnes de betteraves sont récoltées en Suisse. Elles alimentent une filière sucrière indigène qui ne survivrait pas sans le soutien massif de l'État. «La Suisse dispose d'un taux d'auto-approvisionnement en sucre de près de 65%», indique Raphael Wild, responsable de la communication de Sucre Suisse SA, propriétaire des sucreries d'Aarberg et de Frauenfeld. Le restant est importé de l'Union européenne, mis à part 3300 tonnes de canne à sucre provenant de l'île Maurice. La filière sucrière met en avant l'avantage écologique qu'il y a à produire en Suisse, mais elle reste très fragile. Pour enrayer ce déclin, la Confédération a augmenté en 2018 sa contribution pour les cultures de betterave sucrière. Celles-ci se montent désormais à 2100 francs par hectare, soit 300 francs de plus qu'auparavant.
«Le sucre suisse est 30% plus durable que celui fabriqué au sein de l'UE», affirme Raphael Wild, en se basant sur une étude externe commanditée par Sucre Suisse SA.

Ignorer le climat coûtera 25% du PIB mondial (source: Bloomberg ESG daily news)
Ignorer les effets du changement climatique risque de coûter à l'économie mondiale 25% de son produit intérieur brut au cours des deux prochaines décennies, a déclaré Philipp Hildebrand, vice-président de BlackRock. Lors d'une conférence organisée par les «Principes pour l'investissement responsable», un réseau d'investisseurs soutenu par les Nations unies, M. Hildebrand a poursuivi en affirmant que la transition vers une économie à faibles émissions de dioxyde de carbone constitue la «réaffectation de capitaux la plus importante de l'histoire». Le risque climatique est un risque réel susceptible de nuire aux investissements à long terme s'il n'est pas pris en compte.

Des carburants durables extraits de l'air ambiant pour résoudre la crise énergétique (source: SwissInfo)
Une raffinerie produisant du carburant à partir de la lumière du soleil et de l'air ambiant, cela ressemble à de la science-fiction. Et pourtant, des scientifiques suisses ont annoncé avoir réussi cet exploit grâce à une méthode de production de carburants durables susceptible d'être développée à grande échelle. «Ce fut une odyssée extraordinaire, faite d'échecs et de réussites», explique Aldo Steinfeld, le professeur de l'EPFZ qui dirige l'équipe de recherche (plus de 20 thèses de doctorat ont contribué à ce projet mené sur toute une décennie). Cette découverte pourrait bien ouvrir la voie à la production industrielle de combustibles synthétiques destinés à remplacer les combustibles fossiles comme le kérosène, l'essence ou le gazole. Cela pourrait avoir un impact majeur sur la transition écologique et contribuer à rendre plus durables et respectueux de l'environnement les transports maritimes et aériens longs-courriers. Ces deux secteurs sont responsables de 8% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il reste cependant beaucoup de travail à accomplir avant qu'il ne soit possible d'étendre le processus et d'assurer sa commercialisation.

Michelle Moro, CESGA
Asset Management, Gestionnaire
BPS (SUISSE)

Article complet swissinfo.ch

Roberto Mastromarchi,
Membre de la Direction Générale,
Responsable de la Division Front-Office

Direction générale
Via Giacomo Luvini 2a, CH–6900 Lugano

Siège
Via Maggio 1, CH–6900 Lugano

Direct Banking
Tél. +41 58 855 00 60

Call Center / Free Call
00800 800 767 76

contact@bps-suisse.ch / esg@bps-suisse.ch
www.bps-suisse.ch

BPS (SUISSE)

Votre Banque, vos valeurs

RECYCLÉ Papier FSC FSC® C031954